

Près de 5 800 suppressions de postes prévues à Bercy d'ici 2022

« Au total, sur la durée du quinquennat, le ministère réalisera donc une baisse de 10 000 emplois environ », ont annoncé mardi 3 septembre Gérald Darmanin et Olivier Dussopt. Bercy portera ainsi les deux tiers de l'effort de réduction de postes dans la fonction publique d'État.

La sentence est tombée. Alors que le projet de loi de finances pour 2020 sera présenté d'ici à la fin du mois, Bercy a indiqué mardi 3 septembre que le ministère de l'Action et des Comptes publics « connaîtra une baisse totale de ses effectifs d'environ 5 800 emplois » sur les trois prochaines années.

« Au total, sur la durée du quinquennat, le ministère réalisera donc une baisse de 10 000 emplois environ », ont souligné le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin et le secrétaire d'Etat placé à ses côtés Olivier Dussopt dans un communiqué publié à l'issue de réunions bilatérales avec les organisations syndicales du ministère.

C'est la « conséquence », selon eux, de la « mise en œuvre des transformations d'ampleur visant à simplifier la vie des français (prélèvement à la source, suppression des petites taxes) ou baisser les impôts (suppression de la taxe d'habitation) ». Une refonte du réseau des trésoreries de la direction générale des finances publiques (DGFIP) est aussi prévue dans les prochaines années.

Deux-tiers de l'effort au niveau de l'État

Dans le détail, quelques 1 650 suppressions d'emplois en 2020, 2 160 en 2021 et près de 2 000 en 2022. La majorité de ces 5 775 suppressions de postes donc sera principalement supportée par la direction générale des finances publiques, précisent les organisations syndicales.

Avec le schéma d'emplois ainsi envisagé, Bercy portera donc l'essentiel des suppressions des postes décidées par l'exécutif dans la fonction publique d'État. Avec près de 1 500 suppressions de postes en 2018 et 2 300 en 2019, le ministère devrait en effet assumer les deux tiers de l'objectif désormais retenu par le gouvernement, à savoir 15 000 suppressions de postes sur l'ensemble du quinquennat et non plus 50 000 comme l'avait inscrit dans son programme présidentiel Emmanuel Macron. Une ambition revue à la baisse en raison notamment des conclusions du Grand débat.

Mobilisation le 16 septembre aux finances publiques

« A croire qu'il n'y a qu'à Bercy qu'on ne défend pas les agents et les missions », a notamment réagi la CFDT Finances en condamnant « avec force » ces suppressions d'emplois « pour des raisons budgétaires qui mettent les agents et les services en difficulté pour faire leur travail ». Les ministres affirment « que ces suppressions d'emplois sont le résultat de simplifications et d'allègements de la charge de travail, ajoute de son côté Solidaires publics. C'est ignorer la réalité, car de fait, la charge de travail n'a cessé de croître ».

Les annonces du ministre et du secrétaire d'État, poursuit la CFDT, « ne sont décidément pas de nature à rassurer les personnels qui (leur) rappelleront par la grève, leurs inquiétudes et leurs revendications » le 16 septembre prochain, le jour de l'appel à la mobilisation lancé par l'intersyndicale des finances publiques (Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC).

« Frappons un grand coup », expliquent ces organisations syndicales face à la « destruction inégalée » de leur direction. Une administration où pour rappel les appels à la grève sont souvent très bien suivis au regard de ceux des autres ministères.

